





Appui à l'élaboration des TDR d'appui à l'apiculture dans la zone agricole de Bayanga

Rapport

Coopération financière COMIFAC - Allemagne
Programme de «Promotion de l'exploitation certifiée des forêts »

COMIFAC/KFW

Projet Nº BMZ: 2008 66 707





Votre interlocateur à GFA Consultant Group GmbH est

Romain LORENT

Coopération financière COMIFAC - Allemagne Programme de «Promotion de l'exploitation certifiée des forêts » COMIFAC/KFW

Projet Nº BMZ: 2008 66 707

PPECF

Appui à l'élaboration des TDR d'appui à l'apiculture dans la zone agricole de Bayanga

Auteur du Rapport:

NYENGUE B. Issac Yves

Address

GFA Consulting Group GmbH Eulenkrugstraße 82 D-22359 Hamburg

Germany

Phone +49 (40) 6 03 06 - 211 Fax +49 (40) 6 03 06 - 119 Email: afrika@gfa-group.de

323 Eléments d'informations utiles (d'un point de vue développement agricole de la zone de 3ayanga) concernant le pays bénéficiaire (RCA)

ADR el ab aupirque generappe de de de de la serie de la FRA de la Serie de la FRA de la Serie de la Se

d'Afrique Centraîricaine (RCA) est l'un des dix pays que compte la Commission des Forêts d'Afrique Centraîricaine (RCA). Avec une superficie de 622 984 km² pour une population estimée à4,5 millions d'habitants et une densité de 6,3 habitants au Km² en 2011, la RCA reste un pays relativement sous-peuplé. Frontailer au Sud par la République Démocratique Congo et la République du Congo, à l'Est par le Soudan, au Nord par la Tchad et à l'ouest par le Cameroun, la RCA demeure un pays très enclavé. Les principales villes sont : la capitale Bangui (622 771 habitants), Bimbo (124 un pays très enclavé. Les principales villes sont : la capitale Bangui (622 771 habitants), Bimbo (124 et Bouar (40 353 habitants). Du recensement général de la population et de l'Habitation de 2003, il ressort que62% de la population centrafricaine vit en milieu rural avec un taux d'accroissement de 2003, il campagne en taison du déclin de la productivité agricole, de la pénurie d'emplois et de l'insuffisance d'accès aux infrastructures physiques et sociales de base (routes, éclainage urbain, distribution d'eau, d'accès aux infrastructures physiques et sociales de base (routes, éclainage urbain, distribution d'eau, assainissement et évacuation des ordures).

Deux ensembles montagneux conditionnent son hydrographie. La RCA est drainée par deux réseaux hydrographiques principaux : au sud, celui de l'Oubangui, cours d'eau formé par la jonction du Mbomou et de l'Uele avec une série d'affluents de droite (Ouaka, Kémo, Ombelle, Mpoko, Lobaye, Nambéré et Kadéï constituent la Sangha) ; au nord celui du Chari-Logone, que sillonnent leurs tributaires : Bahr Aouk, Bamingui, Gribingui, Ouham, Pendé et Mbéré. A l'intérieur de chaque type, des sous-climats peuvent être définis, généralement en fonction du régime des précipitations et de la durée de la saison des pluies. Les températures moyennes annuelles se situent entre 23,4°C pour Boust et 26,5°C pour Birao. La plus grande partie du territoire centrafricain reçoit plus de 1,200 mm de précipitations par an. Seule la zone sub – sahélienne autour de Birao reçoit moins de 1,200 mm

1.3.2 Situation socio-économique de la RCA

17% en 1988 à 20 % en 2003.

La République Centrafricaine est l'un des pays les plus pauvres au monde. (169ème rang sur 175 pays pour l'indice de développement humain). Le PIB par habitant, qui se trouve parmi les plus faibles, décroît d'année en année. En 2005, il est estimé à environ 350 US dollars, alors que la moyenne observée sur le continent africain est de 1250 US dollars. Le taux d'alphabétisme (25 ans et plus) est de 26 % contre 62,8% pour les 10 ans et plus. Le taux de scolarisation primaire est de 48 %. L'état de santé de la population centrafricaine reste toujours préoccupant : s'eulement 37 % des habitants santé de la population centrafricaine reste toujours préoccupant : s'eulement 37 % des habitants vivait à moins de 10 km d'un centre de santé en 1993. Le taux de mortalité générale est passé de vivait à moins de 10 km d'un centre de santé en 1993. Le taux de mortalité générale est passé de

1.3.3 Le développement rural en RCA

Les sous-secteurs agriculture et élevage occupent près de 74% de la population active en Notons que ces sois-secteurs occupent 63% des ménages pauvres et que le secteur agricole joue un Notons que ces sois-secteurs occupent 63% des ménages pauvres et que le secteur agricole joue un rôle majeur pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreré dont les taux sont de 72% en millieu rural et 67,2% au niveau national. La RCA est dotée de sols riches, mais fragiles. Sur près de 15 millions d'hectares de terres arables, seulement 600000 à 700000ha sont mis moins de 0,5ha sont exploités en moyenne par actif agricole. Sur le plan des ressources pastorales, amillions d'hectares sur un total de 16 millions sont exploités pour un cheptel de 3,2 millions d'hectares sur un total de 16 millions sont exploités pour un cheptel de 3,2 millions d'hectares sur un total de 2 millions sont exploités pour un cheptel de 3,2 millions d'hectares dont elle bénéficie, l'activité agricole en milieu rural, présente des performances très faibles. Pendant trois décennies, les sous-secteurs agriculture et élevage ont connu une croissance annuelle moyenne faible de l'ordre de 2%, inférieure de fait au taux de croissance de la population annuelle moyenne faible de l'ordre de 2%, inférieure de fait au taux de croissance de la population agrué estimé à 2,5%.

Productions vėgėtales

Les productions végétales s'organisent autour de deux grandes activités : les cultures d'exportation. La plupart des cultures dites vivrières contribuent également de façon significative aux revenus des familles rurales (manioc, arachide, maïs, sorgho, sésame, etc.). Le significative aux revenus des familles rurales (manioc, arachide, maïs, sorgho, sésame, etc.). Le système cultural est dominé par une agriculture extensive, itinérante sur brûlis, avec une utilisation quasi marginale des intrants agricoles (semences et matériel végétal améliorés, pesticides et engrais) ainsi qu'une faible utilisation des techniques culturales de haute productivité. La jachère plus ou moins longue d'une région à l'autre, est le moyen majoritairement utilisé pour la restauration de la fertilité des sols. Le feu reste le moyen majoritairement utilisé. La main d'œuvre est essentiellement famillale. Les femmes et les jeunes y jouent un rôle très important. Ces derniers essentiellement famillale. Les femmes et les jeunes y jouent un rôle très important. Ces derniers assurent la plupart des travaux de semis, d'entretien, de récolte et de conditionnement des récoltes. Les femmes cont très actives dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Parmi les facteurs qui déterminent la faiblesse des performances du secteur et l'aggravation de la pauvreté en milleu rural, il faut citer:

- La désorganisation des acteurs,
- ii) La faible capacité des structures d'appui au monde rural,
- iii) L'enclavement et le manque d'infrastructures économiques et sociales de base,
- iv) L'absence d'une politique de diversification des sources de revenus des populations,
- v) La réduction de la force de travail due à l'exode des jeunes,
- vi) L'impact du VIH/SIDA et du paludisme,
- vii) Le faible accès au crédit,
- viii) La discrimination envers les femmes,
- ix) L'effondrement des filières de rente causant un repli vers l'agriculture vivrière de subsistance.

l'amélioration des habitats animaliers et des stratégies d'alimentation. renforcer la consanguinité ; et iii) la faible adoption de bonnes pratiques d'élevage, comme infectieuses); ii) la faible productivité des races locales de petits ruminants, que vient encore est dù aux facteurs tels que: i) les maladies animales (notamment les parasites et les maladies ailleurs, les limitations à la productivité des petits ruminants et de la volaille au niveau des ménages entre autres du manque d'organisation des producteurs et de l'insuffisance d'encadrement. Par l'autoconsommation. Plusieurs facteurs limitent le développement de ce secteur en RCA. Il s'agit élevé dans presque toutes les régions en système familial, pour la commercialisation et assiste à une émergence progressive d'éleveurs professionnels dans les grandes villes. Le porc est dans les ménages. La volaille est en majeure partie conduite en élevage traditionnelle. Cependant, on sont exploitées. Les ovins et les caprins sont généralement en élevage libre et procurent des revenus pâturages et de parcours estimé à 16 millions d'hectares, environ 9 millions d'hectares seulement peuls. L'élevage bovin est dominant dans tout, le pays. Sur une superficie totale de terres de ruminants, porcins, volailles...) pratiqué aussi bien par les villageois autochtones que par les pasteurs le plus pratiqué et le plus répandu dans tout le pays. Il concerne l'élevage du petit bétail (petits villageois et le petit élegage moderne. Le petit élevage villageois traditionnel est le système d'élevage pastoral transhumant, l'élevage paysan sédentaire, l'élevage « modèle Ranching », le petit élevage des ensembles de spécificités distinctes. On pourrait retenir la classification suivante: l'élevage Les systèmes d'élevage et de production animale pratiqués en République Centrafricaine sont issus

1.3.4 La Préfecture de Sangha-Mbaéré et le village Bayanga

réglementation de la zone de Bayanga ne permet pas d'agriculture au-delà d'une zone de 500 mètres de café sont en progression. L'expansion agricole est un problème dans la mesure où la de la route vers Lidjoumo. La culture du manioc et de l'igname est dominante bien que les superficies principale et autour du village. L'expansion agricole récente se concentre au sud du village, le long activités économiques les plus importantes à Bayanga. L'agriculture se concentre le long de la route c'est l'agriculture, la production de vin de palme, de fuiles de palme et la chasse qui sont devenus les Bayanga se développe, mais la compagnie fit faillite en 1986. Avec l'arrêt de l'exploitation forestière superficie de 4 019km2. C'est en 1972 avec l'installation de la compagnie forestière Slovenia Bois que 12 3184 habitants répartis sur 19 villages qui forment tous la commune de Yobé-Sangha pour une Affaires Humanitaires des Nations Unies, HumanitarianResponse estime la population de Bayanga à Mbaéré est divisée en trois sous-préfectures que sont Bambio, Bayanga et Nola. La coordination des est de 19412 km² pour une population estimée à 106828 habitants. La préfecture de Sanghade la rivière Sangha, qui la traverse à l'ouest, et de la rivière Mbaéré qui la borde à l'est. Sa superficie nationale grâce à leur potentiel minier et agricole. C'est le cas de laSangha-Mbaéré qui tient son nom sous-préfectures. Les préfectures économiques sont celles qui contribuent le plus à l'économie La République centrafricaine est divisée en 16 préfectures dont deux sont dites économiques et 71

de chaque côté de la route principale, cette zone a été depuis longtemps dépassée et un nouveau zonage est prévu pour les centres d'habitations localisés dans le parc. Le taux annuel de déforestation par an varie de 0.6 à 0.8% et reste relativement faible, mais cela cache le fait que la déforestation dans cette zone se fasse par l'intermédiaire des coupes sélectives. L'ouverture des axes routiers contribue à l'établissement des zones d'habitations ce qui accroît l'emprise sur la forêt et sur l'aire protégée. Sur les plan faunistique cet écosystème compte 209 espèces de mammifères et 668 espèces d'oiseaux. Les espèces les plus courantes sont les gorilles, les chimpanzées, les bongos, les sitatungas, les éléphants nains de forêts, etc. On y dénombre deux espèces endémiques et environ 12 espèces apparts nains de forêts, etc. On y dénombre deux espèces endémiques et environ 12 espèces plan famanscées chez les mammifères. En ce qui concerne les oiseaux, sur les 668 espèces, deux sont menacées chez les mammifères. En ce qui concerne les oiseaux, sur les 668 espèces, deux sont menacées. Ces données ne concernent que des espèces les plus remarquables.

2.4 Situation actuelle dans le secteur concerné (forces et faiblesses du développement agricole de la zone Bayanga avec un focus sur l'activité apicole);

Dans la préfecture de**Sangha-Mbaéré** en général et dans le village Bayanga en particulier, les stratégies de subsistance sont très diversifiées et peuvent comprendre chaque année, même dans un seul foyer ou pour un seul individu, la chasse, la pêche, la cueillette, l'agriculture, le travail salarié sux sociétés ou projets internationaux, et l'activité diamantifère. Les principales cultures sont le manioc, le mais et l'arachide qui sont cultivés par la majorité des ménages pour la consommation et la vente. La culture de café qui a longtemps caractérisée cette zone a connu un abandon et une importante chure de café qui a longtemps caractérisée cette zone a connu un abandon et une importante chure de la production dans les années 1980 du fait d'une baisse du prix des grains et des feux de prousses. Depuis trois ans, la relance de la production est en cours à travers la régénération des vieilles plantations par la taille des plants. L'éloignement de la zone n'a pas attiré les acheteurs soudanais au contraire de la zone de café à l'est. Grace aux conditions favorables au développement surplus énorme. Bayanga se présente en produits vivriers, mais ne produit malheureusement pas un surplus énorme. Bayanga se présente en quelque sorte comme un granier vide d'où le défi de diversifier les cultures et les sources de revenus en s'appuyant sur l'important patrimoine écosystémique de Bayanga tout en préservant son équilibre.

1.4.1 Les forces du développement agricole à Bayanga

Pour maintenir son autosuffisance alimentaire et s'ouvrir à l'exportation des produits agricoles, Bayanga peut s'appuyer sur plusieurs facteurs propices au développement d'une vraie campagne agricole pouvant poser les bases d'une industrialisation. Parmi ces atouts nous pouvons dans un premier temps citer la forte pluviométrie. En effet, Bayanga reçoit des pluies abondantes, avec une moyenne estimée de 1700 mm par an. Les conditions naturelles pour l'agriculture sont généralement favorables dans l'ensemble du pays en raison des sols encore fertiles et des quantités suffisantes de pluviométrie. Le réseau hydrographique dense est uniquement fluvial et offre des possibilités de pluviométrie. Le gibier est aussi une des principales ressources exploitées. En second lieu vient la disponibilité de la main d'œuvre. En fait, la stabilité et l'abondance de nourriture qui caractérisent disponibilité de la main d'œuvre. En fait, la stabilité et l'abondance de nourriture qui caractérisent nombreuses familles dans ce village. Les ménages pauvres ont accès à leur propre production de nombreuses familles dans ce village. Les ménages pauvres ont accès à leur propre production de manioc et de mais pour l'alimentation de base mais dépendent de l'achat de manioc sur le marché

pendant quatre mois (janvier à avril). Les ménages nantis sont en mesure de produire suffisanment d'aliments de base mais achètent du manioc en saison des pluies quand le séchage devient difficile. Des productions non moins importantes de patate douce, igname, taro et plantain existent dans la zone et contribue à l'alimentation des ménages. Par ailleurs, les pygmées qui habitent le long de cette aire protégée sont autorisés à exploiter des parties de la réserve pour la chasse dans le cadre d'un projet de développement durable.

1.4.2 Les faiblesses du développement agricole à Bayanga

zones d'accueil des pressions brutales et dévastatrices. chaque fois, le déplacement d'une masse critique de population. De tels mouvements impriment aux situation est encore beaucoup plus difficile du fait de l'insécurité et des conflits qui provoquent, à satisfaction de l'intérêt général et la préservation de la protection des ressources naturelles. La à favoriser des processus d'investissement transparents et orthodoxes qui garantissent la déploiement des mécanismes privilégiant la gestion durable des ressources. Ceci n'est pas de nature démocratique a créé des discontinuités dans la mise en œuvre des politiques de développement et le d'exception avec ceux, éphémères, qui amorcent l'observation des principes de la gouvernance conséquences néfastes sur le fonctionnement normal des institutions. La succession des régimes locale". En outre, la RCA est plongé dans une instabilité politique depuis plus de 20 années avec des 2003 à un retour massif à de simples cultures vivrières, destinées à une consommation interne et rente qu'ils ne parvenaient pas à vendre. C'est en partie la raison pour laquelle on assiste depuis (à la baisse) des cours internationaux des matières premières a détourné les paysans des cultures de Cettecontrainte infrastructurelle qui limite l'évacuation des productions, alliée aux grandes variations demeure un handicap important pour le transport et la vente des vivres au-delà de la commune. toute la préfecture de Sangha-Mbaêré. Il s'agit principalement de l'enclavement de ce village qui viennent mitiger ce potentiel donnant un sérieux coup à l'essor agricole de cevillage et partant, de Même si plusieurs facteurs sont favorables au développement agricole de Bayanga, certains aspects

1.4.3 Les potentialités aplcoles à Bayanga

Il est difficile de dresser la carte apicole de Bayanga. Ceci est dû au fait que l'apiculture n'entre pas facilement dans les divisions sectorielles du développement rural en tant qu'activité en soi car elle couvre la foresterie, l'horticulture, l'agriculture, l'alevage des abeilles est souvent considéré comme faisant précisément dans aucun de ces secteurs (Chambers et Conway, 1992). Si l'élevage des abeilles constitue une partie de l'horticulture, l'élevage des abeilles est souvent considéré comme faisant partie de la production animale. On se retrouve devant le même problème au niveau de la classification des produits issus des abeilles : le miel est une denrée alimentaire alors que la cire fait partie des produits non alimentaires et des hulles. Selon les époques et les pays, les producteurs de miel entrent dans la catégorie des fermiers, des chasseurs et des collecteurs, des gardiens de troupeaux ou de petits propriétaires ruraux — l'apiculture restant occultée en tant que techniques uniques et fondamentale qui font partie de leur vie. En somme l'apiculture est une activité pratiquée

à petite échelle mais très répandue. Même en prêtant attention, il est facile de visiter des villages et de ne pas se rendre compte des activités apicoles, celles-cî n'attirant pas l'attention.

1.5 Autres associations, partenariats et réseaux en lien avec l'étude (historique des appuls à la zoneagricole de Bayanga avec focus sur l'activité apicole)

Depuis la création du Parc National de Dzangha-Ndoki³ en 1990 et l'érection de la Forêt Dense de Dzanga-Sangha* en réserve spéciale en 1990, plusieurs projets et programmes ont pris de l'ampleur (pour ceux qui existaient déjà) ou ont été développés par les organisations internationales en vue d'apporter un appui technique et financier au gouvernement Centrafricain.

1.5.1 Le projet Protection de la nature - Bayanga

Mis en œuvre par la Coopération Technique Allemande (GTZ), ce projet s'inscrivait dans le cadre du programme Dzanga- Sangha (mai 1989 à décembre 2009). Avec pour but principal d'assurer la pérennité de l'aire protégée de Dzanga-Sangha en tant que contribution centrafricaine aux aires protégées tri nationales de la Sanghà (Tri-National de la Sanghà, TNS), la phase de consolidation d'une durée de 6 ans qui a été mise en œuvre de janvier 2004 à décembre 2009 a été financé par la coopération technique allemande à hauteur de 6.474.000 euros. Il s'est agi au cours de ces six années de mettre l'accent sur les quatre pôles thématiques suivants:conseil politique et communication, soutien à la mise en place de l'administration du parc TNS et conseil en gestion, développement communal et gestion des zones périphériques, financement durable de la gestion intégrée de la réserve.

s) Composante conseil politique et communication

A l'issu de ce projet, la République centrafricaine a réussi à développer son cadre légal en matière de gestion des ressources naturelles. Ce qui lui a permis de contribuer au développer des instances techniques et politiques sous régionales telles que la COMIFAC dont elle est signataire du traité en 2005 ; les accords de coopération TNS dont la Centrafrique a ratifié les deux textes législatifs en charse communautaire⁵. Au terme de ce projet, on peut remarquer que les nouvelles politiques de gestion sont conformes à l'accord de coopération TNS et au traité de la COMIFAC entre autres bien que la conformes à l'accord de coopération TNS et au traité de la COMIFAC entre autres bien que la corruption, la mauvaise gouvernance et les difficultés d'accès aux informations pour les agents que la corruption, la mauvaise gouvernance et les difficultés d'accès aux informations pour les agents de la police. Toutefois, des avancées non négligeable ont été remarquées notamment dans la gestion des recettes financières qui est maintenant décentralisée, l'attribution des concessions est des recettes financières qui est maintenant décentralisée, l'attribution des concessions est

³Loi n° 90.017 du 29/12 /90 portant création du Parc Narional de Dzangha-Ndoki (secreurs Dzangha et Ndoki)

Ndoki) Loi n° 90.018 du 29/12/90 portant création d'une Réserve Spéciale de Forêt Dense de Dzanga-Sangha (RSFD)

Décret ministèriel (ARRETE MINISTERIEL N° 057 / 10.12.04) pour déterminer les limites et les terres Décret ministèrieures la moitié de la sone communauraire de chasse / Loi (Loi N° 07 010) du 11/05/07 modifiant conditions intérieures la moitié de la sone communauraire de chasse / Loi (Loi N° 07 010) du 11/05/07 modifiant complétant la loi 12/1990 instituant la Réserve de Dyanga-Sangha

documentée et la transparence sur les attributs et les activités des écogardes qui ont par exemples permis de saisir plus de 400 armes à feu illégales, 4000 munitions, 1600 kg des collets métalliques, 60 ivolres d'éléphants et près de 10000 kg venaison entre 2005 et 2009.

b) Composante « soutien à la mise en place de l'administration du parc TNS et conseil en gestion »

Cette composante prévoyait la reconnaissance, l'intégration et l'ancrage du TNS comme une entité à part entière par les instances de la COMIFAC, du FNUF, du PFBC entre autres. Au terme de ce projet, le TNS a pris part à plusieurs disaines de réunions internationales de haut niveau organisées par les partenaires techniques, financiers et institutionnels tels que la COMIFAC, le FNUF, la BIT, du PFBC, de l'UE, l'UNESCO... En outre, le TNS a été l'objet de plusieurs articles et d'un documentaire publiés à l'échelle internationale. Le nœud de cette composante est sans doute la signature d'un accord l'échelle internationale. Le nœud de cette composante est sans doute la signature d'un accord conjoint entre les 3 parcs nationaux qui composent le TNS; accord qui a ouvert la voie plus tard à conjoint entre les 3 parcs nationaux qui composent le TNS; accord qui a ouvert la voie plus tard à

c) Composante développement communal et gestion des zones périphériques

l'insertion du TNS sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

manière spécifique, cet appui a porté sur : développement, la structuration et l'accompagnement des organisations féminines de Bayanga. De d'idée, la GTZ a confié à GFA la mise en œuvre des activités d'appui au genre à travers le et 2009, ces subventions se sont élevées à environ 10000 euros par an. Toujours dans le même ordre communautaire en partie grâce à l'argent généré par les frais d'entrée au parc. Dans les années 2008 ainsi que la municipalité de Bayanga finance désormais des projets de développement il était question d'accroître les revenus des populations et partants celles des impôts locaux. C'est œuvre puisque la gestion se fait au niveau national. Pour ce qui est de la deuxième sous composante, nature à Bayanga », il ne restait plus que les pays approuvent ce business plan afin qu'il soit mis en en œuvre. Ce plan prévoyait aussi un plan d'utilisation des terres. A la fin du projet « protection de la terme d'investissements infrastructurelles et structurels ainsi que les modèles de gestion en mettre sous-composante, elle a permis d'établir un plan d'affaire du TNS question de définir les priorités en locale grâce au développement des modèles de gestion agricoles, Pour ce qui est de la première le développement communautaire notamment avec l'augmentation des revenus de la population composantes à savoir la protection et la gestion des aires protégées et des zones transfrontalières et Cette composante qui est sans doute la plus importante de ce projet a été divisée en deux sous

- Octroi de subventions* de 2500 Euros à 11 groupes de femmes pour promouvoir les activités génératrices de revenus dans les secteurs de l'agriculture⁷, de l'élevage de petits animaux, du
- marketing, du commerce, de la restauration, et de la couture; Renforcement des capacités de 500 femmes appartenant à 25 associations issues de 10 villages de la zone du projet dans la structuration des OSC, la planification et la mise en villages de la zone du projet dans la structuration des OSC, la planification et la mise en cœuvre des activités et des projets, le leadership, le rôle de chacun des membres entre

* Au départ il s'agit des prêts remboursables qui en raison du faible taux de recouvrement ont été convertis en subventions.

saume!

Près de 1000 ménages cultivent le manioc, les arachides et le mais sur une superficie totale de 600 ha ; les différents domaines varient de 0,15 ha à 2,0 ha.

La distribution de 2500 kg de semences améliarées d'arachide à 200 multiplicateurs (140 agriculteurs de Bayanga, 60 à 5alo) pour une superficie de 21 hectates et un rendement

moyen d'environ 400 kg / ha; La construction d'un marché inauguré en mai 2009, à Bayanga. Ce bâtiment dispose de 34 stands ou se vendent les aliments de base et certains produits forestiers. Le marché a été si bien accueilli par la population locale que la municipalité a construit 20 autres stands sur son

fond propre avant la fin de la même année;
La distribution de 55000 boutures de manioc à 420 personnes (250 agriculteurs à Bayanga, 170 à 5alo) pour une superficie de 25 ha et une moduction minimale de 151 / 151.

170 à 5alo) pour une superficie de 25 ha et une production minimale de 17 t / ha ; L'érection de 5000 ha de forêt marécageuse qu'abrite le nord de Bayangaen forêt communautaire.

La revalorisation des produits non ligneux de la forêt a été prise en compte dans cette composante. A l'Issu de ce projet, des propositions ont été élaborées sur les méthodes améliorées d'apiculture, sur les techniques optimales d'extraction de plantes médicinales et ont donné lieu à une initiative conduite par l'IUCN (voir 1.5.2)

d) Composante financements durables de la gestion intégrée de la réserve.

L'objectif poursuivi ici était de développer des accords de coopération entre la gestion du parc, le fourisme, la chasse et l'exploitation forestière afin d'assurer l'autonomie financière des activités du parc. A l'issu de ce projet, les recettes propres et les subventions internationales pérennes permettaient de financer les activités du parc à 100% à travers un mécanisme financier spécialement créé. Une partie non négligeable des revenus ainsi générés est issu du secteur touristique notamment des droits d'accès au parc, des taxes sur le tourisme que reversent les de la Fondation pour le Tri National de la Sangha et la mobilisation d'un fonds fiduciaire sous l'égide de la Fondation pour le Tri National de la Sangha et la mobilisation des capitaux⁸ internationaux est aussi à mettre à l'actif de ce projet à travers cette composante. Par ailleurs, d'autres partenations contribué au développement économique à l'instar de la BAD qui s'est engagé avec une contribution développement local et l'écotourisme en s'appuyant sur des organisations telles que l'IUCN(voir développement local et l'écotourisme en s'appuyant sur des organisations telles que l'IUCN(voir développement local et l'écotourisme en s'appuyant sur des organisations telles que l'IUCN(voir développement local et l'écotourisme en s'appuyant sur des organisations telles que l'IUCN(voir l'avectin des projets comme le PACEBCO ou des initiatives telle que le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC).

Certains pôles ont été sous-traités par des bureaux d'études internationaux c'est le cas de la composante "financement durable de la gestion intégrée de la réserve " du projet "Protection de la nature - Bayanga" (Projet Dzanga Sangha) qui a été confiié à la GFA, Hamburg. Avec pour objectif la stabilisation économique et écologique de la sone au profit des hommes et de la faune, cette stabilisation économique et écologique de la sone au profit des hommes et de la faune, cette composante a permis de mettre au point des plans de développement villageois et des mesures composante a permis de mettre au point des plans de développement villageois et des mesures

⁸A la fin de l'année 2009, la KfW avait déjà versé 5,0 millions d'êuros tandis que l'AFD: 3,0 millions d'euros

individuelles ont été réalisées ensemble avec l'implication de la population et de l'administration communale (construction d'écoles, centres de santé, pompes à eau, puits, formations agricoles). Bénéficiant de l'appui de WWF, la GFA a contribué au développement de l'écotourisme pour générer des fonds pour la protection et pour créer des revenus pour la population. La construction de l'hôtel Doli Lodge a été financée par la GTZ dans le cadre de ce projet et constitue une pièce maîtresse de l'approche écotouristique.

1,5.2 L'initiative LLS de l'IUCN

villages dont 50 étaient habitées par les abeilles en décembre 2010. abeilles et de la production du miel. A la fin ce cette session, 140 ruches ont été placées dans 5 apicole, 38 paysans formateurs ont été initié sur la maîtrise des notions fondamentales d'élevage des même que des produits vétérinaires pour fournir une alternative aux chasseurs. Dans le domaine Les éleveurs quant à eux ont reçu 40 sujets reproducteurs de porcs et de caprins respectivement, de pêche a été offert aux populations de Bayanga afin de promouvoir des techniques durables de pêche. artisanal construit sur un terrain octroyé par la commune. Dans le même ordre d'idée, le matériel de pooster les campagnes agricoles, un klosque de stockage des produits vétérinaires, un centre infrastructures dont un grenier communautaire pour le stockage des semences devant permettre de Yobé, Kanza, et Nguinglli. Dans le cadre de cette initiative, Bayanga s'est vu doter de plusieurs domaines dans les villages Bayanga, Moussapola, Yadoumbé, Lidjombo, Bomadjoko, Yondo, populations de la commune de Yobé-Sangha. Ainsi, 7 micro-projets ont été financés sur différents l'initiative LLS⁹a favorisé le développement des activités génératrices de revenus en faveur des strategiques plusieurs organisations ont développé des projets; c'est le cas de l'UICN qui, à travers la biodiversité et partant de lutter contre les changements climatiques.Pour soutenir ces outils de l'Aire Protégée de Dzanga Sangha avec pour objectif de lutter contre la pauvreté, de promouvoir La RCA s'est doté d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté et d'un plan opérationnel

1.5.3 Le programme Central Africa World Heritage Forest Initiative (CAWHFI)

Le programme CAWHFI résulte d'une coopération entre le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, les gouvernements du Cameroun, Congo, Gabon et République Centrafricaine, la FAO, le Fonds des Nations Uniès et quatre OMG de conservation. Il vient en appui aux engagements pris par sept Etats d'Afrique Centrale lors de la Déclaration de Yaoundé de juillet 1999 et poursuit trois objectifs spécifiques:

- améliorer la gestion des aires protégées dans le bassin du Congo,
- améliorer la gestion des ressources naturelles, en particulier de la faune, autour des aires
- utiliser le statut de Patrimoine Mondial pour promouvoir la conservation de la biodiversité du bassin du Congo.

Soutenu par le FFEM et d'autres bailleurs de fonds, ce projet interviendra dans les concessions forestières et les villages autour des aires protégées à l'instar de Bayanga, afin d'y améliorer la gestion des ressources naturelles, notamment celle de la faune. Les modalités opérationnelles du

projet inclus le renforcement des capacités institutionnelles pour permettre la gestion concertée de protégées avec tous les acteurs concernés, et la mise en œuvre des plans de gestion de la faune et en protégées avec tous les acteurs concernés, et la mise en œuvre des plans de gestion de la faune et en suivre l'exécution.

A.S.A Autres initiatives de conservation, de la protection et de la valorisation de la Biodiversité en République Centrafricaine

- Le Projet d'Appui à la Réalisation des Plans d'Aménagement Forestier (PARPAF AFD / CAS DFT / 5,3 milliards de FCFA) avait pour objet l'appui à l'élaboration de plans d'aménagement forestier dans toutes les concessions forestières du sud ouest.
- Le Projet de Conservation et d'Utilisation durable des Ecosystèmes Forestiers en Afrique Centrale (ECOFAC IV UE / 0,9 milliards CFA) qui intervient dans la protection et la gestion durable des écosystèmes de la sous région.
- Le Projet de Gestion des Terroirs de Chasse Villageoise (PCTCV/ FFEM / CAS DFT / 0,75 milliards CFA) qui porte sur la connaissance des pratiques et de la gestion de la chasse sur les terroirs villageois.
- Le Projet de Gestion Participative des Ressources Forestières (PGPRF/ GTZ) vise la gestion participative des ressources forestières avec l'appul des communautés de base. Financé par la GTZ et mis en œuvre entre 1992 et 2009, ce projet a permis la réhabilitation très partielle de la Réserve spéciale de Bangui : protection de 245 ha et reboisement avec Gmelina et Teck de 129 ha (sur un total de 335 900 ha de Réserve) afin de limiter les feux et l'érosion.
- Le Projet Dzanga Sangha (PDS / GTZ) pour la conservation de la forêt dense humide.
- Le Projet Forêt de Bangassou (FEM / 0,9 milliards) qui a pour objet la gestion intégrée et participative de la forêt.
- Le Développement du Cadre National sur la Prévention des risques bio technologiques (FEM / 147.000\$ US) pour la gestion des risques biotechnologiques liés à l'utilisation des OGM.
- Le Tri National de la Sangha (TNS / GTZ / AFD/ KFW et autres / 12 millions d'euros) pour une gestion intégrée des ressources forestières et faunique et la lutte contre le braconnage.
- Projet de développement de l'élevage et de gestion des parcours (PDEGP) financé par la BM entre 1995 et 1998.
- La gestion intégrée de la diversité biologique de la basse Lobaye avec la participation des populations locales et autochtones (1 million \$ US) qui a pour objet de favoriser la sauvegarde de la biodiversité des zones humides et des écosystèmes adjacents en

1.5.5 Organisations utiles pour le développement d'un projet apicole

Les initiatives ci-dessus citées ont bénéficié de l'appui et du soutien des populations organisées en association. La collaboration avec certaine de ces associations est indispensable dans le cadre de la mise en œuvre du projet apicole objet des présents TDRs. Il s'agit entre autre de :

• Comité de Développement de Bayanga (CDB) est une «Organisation Non-Gouvernementale» composée de plusieurs représentants de chaque Village et quartier, de toutes les couches sociales de la Sous-Préfecture de Bayanga du premier au dernier village—Batali à Bornandjokou—dans le but de promouvoir le développement socio-économique de la localité. A ce titre il est un interlocuteur valable entre les acteurs économiques, les partenaires locaux, les intervenants extérieurs et la population, car ses activités conviennent à la totalité de la sone de l'action de la Réserve Dzanga-Sangha. Cependant le CDB, et par conséquent la population de Bayanga, souhaite être associée non seulement dans la mise en œuvre des activités mais aussi dans la formulation afin de s'assurer que les projets qui leur sont destinés répondent réellement à un besoin des populations de Bayanga.

Forest People Programme (FPP)travallle en appui aux Bayaka à l'intérieur et aux alentours
du Complexe d'aires protégées de Dzanga (CAPD) afin d'assurer la sauvegarde de leurs droits
destinés, dont, en particulier, le Projet Dzanga Sangha (PDS), projet de conservation et de
développement intégré du gouvernement de la RCA soutenu par WWF et GTZ.

• L'Association de lutte contre la pauvreté dans la Lobaye (ALPL) implémente le Projet d'apiculture villageoise depuis 2006 avec l'appui de Apiflordev¹⁰ une association de droit français dont le but est la promotion du développement et l'autonomisation de la population rurale à travers le développement des projets apicoles. A ce jour des résultats significatifs ont été produits par ce projet. Le miel produit par l'ALPL est excellent et même meilleur que certains miels français. Le prix de vente par ALPL génère un revenu très significatif pour les villageois. Cette expérience pourra être capitalisée dans le cadre du développement et de la mise en œuvre d'un projet apicole à Bayanga.

3.1 Hypothèses qui sous-tendent le projet (apiculture)

La République Centrafricaine, dispose d'un potentiel en ressources biologiques ou biodiversité considérable. La présence de la grande diversité des forêts denses humides, sche et galeries étalées sur environ 100 000 km², des savanes humides, arborées, arbustives couvrant environ 450 000 km², des savanes humides, arborées, arbustives couvrant environ 450 000 km². Is de steppes soit environ 50 000 km² et de nombreux cours d'eau, démontre à suffisance la richesse et suffisamment reconnue par l'ensemble des parties prenantes à sa gestion, tant au plan individuel, institutionnel qu'au plan du système. Dans la mentalité générale, ce potentiel est renouvelable et institutionnel qu'au plan du système. Dans la mentalité générale, ce potentiel est renouvelable et institutionnel qu'au plan du système. Dans la mentalité générale, ce potentiel est renouvelable et institutionnel qu'au plan du système. Dans la mentalité générale, ce potentiel est renouvelable et fonc non inépuisable, même si des manifestations de la raréfastion se font sentir dans beaucoup de régions du pays. Or la dégradation des ressources naturelles affecte près de 80% de la population qui régions du pays. Or la dégradation des ressources naturelles affecte près de 80% de la population qui

Association de solidarité internationale régie par la loi de 1901 - Siège social 38 rue Saint Placide, 75006 Paris

vie de la prédation. La baisse du stock des ressources naturelles concourt à l'accroissementdes menaces sur la population, en termes d'insuffisance de réserves alimentaires, et de faiblepossibilitéd'acçès au revenu. Les tendances actuelles montrent, à suffisance, que la pauvreté de la population centrafgicaine s'accentue avec la dégradation de ses ressources naturelles et vice versa. Face à cette ambiance il convient de diversifier les sources de revenues basées sur l'exploitation des ressources naturelles sans toutefois compromettre leur équilibre. L'apiculture se présente donc ressources naturelles sans toutefois compromettre leur équilibre. L'apiculture se présente donc ressources naturelles sans toutefois compromettre leur équilibre. L'apiculture se présente donc

3.1.1. La protection des aires protégées : cas du TNS

comme une alternative durable.

AGR. l'avantage de protéger les éléphants et les cultures de même qu'il permet le développement des border les plantations des ruches disposées à une certaine distance les unes des autres. Ce système a rendu compte de ce que les pachydermes ont la phobie des piquires d'abeilles recommande de animaux, Pour résoudre ce problème, Lucy King^{LI}, scientifique de l'université d'Oxford après s'être sans conséquence sur les culturesqui sont saccagées créant ainsi des conflits entre les Homes et les villages où ils espèrent être en sécurité. Il se trouve donc que cette migration d'éléphants n'est pas sur les éléphants poussent les troupeaux d'éléphants à fuir la brousse pour se rendre aux abords des de l'argent sont contraintes de se tourner vers l'agriculture. Cependant, la menace des braconniers l'accès aux ressources animales est désormais limité pour les populations. Ces dernières pour avoir aires désormais protégées. C'est le cas dans les villages de la sous-préfecture de Bayanga, A Bayanga, monde. L'érection de ces écosystèmes en parc a eu des impacts sur les populations riveraines de ces à l'intérieur et autour du TNS et dont les densités de populations sont parmi lesplus élevées du danger critique d'extinction), et leschimpanzés (en danger) qui comptent d'importantes populations lespopulations d'éléphants de forêt (LoxodontaAfricanacyclotis), les gorilles de plaine de l'Ouest (en espaces non autorisées. Ceci dans le but principal de protéger les espèces animales et végétales dont interdit la chasse, la cueillette et la pêche ainsi que l'exploitation minière et forestière dans des «paysage du Trinational de la Sangha». La loi sur les Forêts qui crée le parc national de Dzanga-Ndoki parcs sont enchâssés dans un paysage forestier beaucoup plus vaste que l'on appelle parfois le Dzanga-Ndoki en République centrafricaine. Ce dernier est composé de deux unités distinctes. Les nationaux contigus couvrant une superficie totale de 754286 hectares dont le Parc national de Cameroun, la République du Congo et la République centrafricaine. Le TNS comprend trois parcs nature, situé dans le nord-ouest du bassin du Congo, au point de rencontre entre la République du Le Trinational de la Sangha, ou TNS, est un complexe transfrontalier consacré à la conservation de la

3.1.2. Les parc National de Dzanga-Ndoki et les troupeaux d'éléphants

Les populations de la préfecture de Sangha-Mbaéré vivent principalement de la chasse, de la cueillette et de l'agriculture. Depuis la création du parc national de Dzanga-Ndokl, ces populations qui vivaient dans la zone du parc ont migré vers les villages les plus excentrés comme Bayanga créant ainsi un boom démographique dans ce village et augmentant la pression de cette communauté sur les ressources naturelles de la préfecture qui est déjà prise d'assaut par les entreprises forestières.

azárt ab xirq – triemennorivne l'environneme des Nations unies pour l'environnement – prix de thàse

Les zones communautaires (zone de concessions de chasse; zone de chasse communautaire; zone de développement rural; zone de production de viande de brousse de chasse) crées pour gervir comme zone tampon officielle avec pour objectifs énoncés de conserver la faune et les écosystèmes régionaux et de satisfaire les besoins des communautés locales s'avèrent insuffisantes. De fait, les populations sont liées non seulement à la forte dépendance à la viande de brousse mais aussi à la difficulté de mettre en œuvre une activité alternative compétitive à la chasse/braconnage et à l'importante pression démographique liée à l'industrie forestière. L'agriculture qui semble disposer de tous les éléments indispensable à son essor est confronté aux groupes d'éléphants qui, fuyant les braconniers se rapprochent des villages et saccagent les plantations réduisant à néant les efforts consentis par les populations pour s'assurer les moyens de subsistances. Dans ce contexte, l'agriculture est une activité à risqueet peu recommandable. Une fois subsistances, les travaux de Lucky king s'illustre conne la solution pacifiste par excellence.

3.1.3. L'apiculture facteurs d'intensification des productions agricoleset facteur d'équilibre des écosystèmes

dans le nid des abeilles. le miel, le pollen ou la cire, aux parasites des abeilles ou simplement parce que ces espèces vivent les fruits et légumes issus des plantes bitumées par les abeilles, de celles qui mangent le couvain ou alimentaire, la quasi-totalité des espèces animales sont liées aux abeilles: de celle qui consomment protection des grands arbres choisis par les abeilles pour construire leurs nids. De par la chaine saison sèche. Les personnes qui récoltent du miel dans la forêt seront davantage intéressées par la D'après la FAO, les sites de nidification des abeilles résistent davantage aux feux de brousse de la récolte qui en est la cause réelle. L'apiculture permet aussi de lutter contre les feux de brousse. ou à la sècheresse, quand en fait, c'est le nombre insuffisant d'abeilles utilisées pour polliniser la Certaines mauvaises récoltes peuvent être injustement attribuées à la pauvreté des sols, aux ravages données sur la récolte des semences des cultures pollinisées par les abeilles ont beaucoup augmenté. et légumes issues des fleurs bitumées par elles sont de meilleures qualités. Ces dernières années, les sont pollinisées par les abeilles. Ces dernières améliorent donc le rendement des cultures et les fruits Dans les pays tropicaux comme en République Centrafricaine, la FAO estime que 50% des plantes c'est-à-dire qu'elles dépendent plus ou moins de la pollinisation des insectes pour se reproduire. complexe durant les millions d'années. On estime que 80% des plantes à fleurs sont entomophiles pollinisation. Les abeilles et la plupart des plantes à fleurs ont développé une interdépendance dans les flots non cultivées. Le principal rôle des abeilles dans les écosystèmes est leur activité de sont nécessaires pour la pollinisation de nombreuses cultures, et pour le maintien de la biodiversité d'abeilles¹². La véracité de cette assertion est mieux établie dans les zones cultivées où les abeilles Sans les abeilles, les plantes à fleurs n'existeraient pas ; et sans les plantes à fleurs, il n'y aurait pas

3.3 Risques

3.3.1 Biologiques

Les risques d'ordre piologique sont entre autres l'introduction d'espèces et de races exotiques d'abeille mellitères, de maladies des abeilles mellitères, des prédateurs et de parasites, de pertes en espèces indigènes et diversité des habitants et les problèmes falsant suite aux usages de pesticides. Pour y faire face, il esta important que les porteurs de projets apicoles suivent des sessions de formations et d'informations qui leur permettront d'être au fait de tous ces risques biologiques surtout que les maladies et les parasites qui affectent les espèces et les races d'abeilles mellifères moins connues non européennes sont mai compris. Les populations de ces espèces d'abeilles moins connues peuvent être menacées du fait de la surexploitation ou en raison de la compétition entre les races et espèces d'abeilles mellifères introduites.

3,3,2, Techniques commerciales

parmi les contraintes de producteurs des pays en développement comme la RCA figurent souvent les problèmes d'éloignement des producteurs des fournisseurs, des vendeurs et des conseillers techniques, les petits volumes habituels des produits, et les difficultés d'obtenir des préfinancements pour l'achat du miel, le conditionnement et la commercialisation. Une des principales difficultés est de respecter les standards internationaux. Le marché mondial exigent de plus en plus que le miel certifié ne contienne pas de produits chimique, d'antibiotiques ni d'autres résidus. Ces résidus peuvent être présents dans le miel du fait des mauvaises techniques de récoltes et du mauvais entretien des ruches. La concurrence entre apiculteur peut aussi être considérée comme un risque entretiel dans la mesure où le succès de ce projet entrainers une production importante de miel et de ses sous-produits et partant un intérêt plus croissant pour l'apiculture et ses produits par la population créant ainsi une concurrence entre les producteurs

3.3.3. Faiblesses institutionnelles et organisationnelles

Parmi les difficultés institutionnelles figurent les faiblesses des organisations de producteurs et le manque de ressources en personnel et en laboratoire pour analyser les produits, certifier les exportations, identifier les abellles et leurs maladies et parasites. Par ailleurs, les infrastructures pour réaliset un suivi, certifier et permettre la commercialisation du miel et de la cire manquent en RCA. La conséquence de cette absence infrastructurelle est que le miel et la cire tendent à être vendus de manière informelle et ne sont jamais comptés dans les statistiques commerciales officielles.